

Déclaration unitaire en réponse à la sentence du “Procés”

Declaración unitaria en respuesta a la sentencia del “procés”

Iniciativa Comunista - Partido Comunista de los Pueblos de España - Red Roja - Unión Proletaria



La sentence du «procés» [procès contre les dirigeants politiques indépendantistes de Catalogne], ainsi que les actions répressives avant et après celui-ci, démontrent qu’elles sont la réponse naturelle de l’Etat espagnol à toute remise en cause organisée de l’ordre bourgeois actuel en Espagne.

Nous, les organisations communistes adhérees a ce manifeste, déclarons notre solidarité avec celles et ceux qui en Catalogne, conscients/avertis de l’impossibilité de conquérir par des voies légales leurs légitimes aspirations à l’auto-détermination, organisèrent le référendum qui a donné lieu à cette sentence ignominieuse. Ce peuple, qui a soutenu l’organisation et les mobilisations pendant ces années de dure répression, manifeste aujourd’hui son rejet absolu d’une oppression politique nationale réactivée par la condamnation de la Cour constitutionnelle contre la réforme du Statut en 2010. Le peuple catalan compte sur toute notre solidarité et notre soutien, car il ne se contente pas de défendre ses droits démocratiques; par sa lutte, il défend les libertés et les droits des classes populaires et de l’ensemble des peuples de l’État.

Cette sentence montre l’épuisement du projet actuel de domination par consensus entre les différents partis issus du régime de 1978. La crise augmente, d’un côté, les urgents besoins d’accumulation du grand capital ce qui force de plus en plus l’imposition d’un État d’avantage réactionnaire comme le montrent la *Ley mordaza* [Loi bâillon], des procès comme celui d’Alsasua, la censure médiatique, etc.; et de l’autre, la recherche d’une partie de la bourgeoisie catalane d’un projet politique propre. La tendance à la réaction de la politique sous l’impérialisme entraîne la négation de la démocratie et, avec elle, du droit à l’autodétermination.

La classe ouvrière et surtout nous, les organisations communistes, tomberions dans une grave erreur si nous pensons que cette question ne nous concerne pas. Cette sentence est dirigée aujourd’hui par l’État contre les dirigeants indépendantistes, mais demain, ce même État tentera d’écraser tout type de réponse organisée par la classe ouvrière et les secteurs populaires contre les réductions de salaires, de droits

et de libertés, comme celles que nous apportera le prochain gouvernement dirigé selon toute probabilité par le PSOE.

Sachant que notre objectif est la réalisation du socialisme par la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière, et étant clair que la «démocratie» ne supprime pas l'oppression de classe, nous affirmons que la solidarité et le rapprochement des travailleurs des différentes nations ne peuvent se construire sans reconnaître le droit à l'autodétermination des peuples, comme principe démocratique fondamental, ainsi que le socialisme ne s'atteindra pas sans l'éducation des masses ouvrières dans la lutte pour les droits démocratiques.

Avec cette sentence, qui condamne les dirigeants d'un processus démocratique et légitime à 100 ans de prison pour la réalisation d'un droit, comme celui de l'autodétermination reconnu par la Charte des droits et libertés des Nations Unies, l'État espagnol démontre l'impossibilité, au sein de ce régime, d'y parvenir par quelque moyen juridique que ce soit. C'est pour cela qu'il est essentiel que le mouvement des étudiants, des travailleurs, des hommes et des femmes de tout âge, qui s'exprime aujourd'hui avec énergie et vigueur, se transforme en une organisation disciplinée, unitaire dans ses principes et dans sa stratégie, pour obtenir une victoire sûre contre les gouvernements bourgeois ennemis du peuple espagnol et catalan. Cette grève générale du 18 octobre est la première étape. Nous, les organisations communistes marxistes-léninistes qui souscrivons à ce Communiqué, nous y aspirons également et nous travaillerons à rendre possible un appel à une grève générale commune dans tout l'Etat, par toutes les centrales syndicales, pour l'amnistie de tous les prisonniers politiques et pour la défense des droits démocratiques.

***Je n'ai rien dit...*, par Martin Niemöller**

*« Quand les nazis sont venus chercher les communistes,
Je n'ai rien dit,
je n'étais pas communiste
Quand ils sont venus chercher les syndicalistes,
Je n'ai rien dit,
je n'étais pas syndicaliste
Quand ils sont venus chercher les juifs,
Je n'ai rien dit,
je n'étais pas juif
Quand ils sont venus chercher les catholiques,
Je n'ai rien dit,
j'étais protestant... ..
Puis ils sont venus me chercher,
Et il ne restait plus personne pour dire quelque chose »*

Pour le droit à l'autodétermination des peuples !

Liberté immédiate pour les prisonniers politiques !

Pour la république socialiste !